

L'Albanie tous azimuts

Kolë Gjeloshaj Hysaj

DANS **OUTRE-TERRE** 2011/1 n° 27 , PAGES 187 À 196

ÉDITIONS **OUTRE-TERRE**

ISSN 1636-3671

ISBN 9782918587057

DOI 10.3917/oute.027.0187

Date de mise en ligne : 24/02/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-oultre-terre1-2011-1-page-187?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Outre-terre.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'Albanie tous azimuts

Kolë Gjeloshaj¹

Les projets destinés à transporter le gaz et le pétrole de Russie, du Caucase et de l'Asie centrale vers l'Europe se multiplient. Les États des Balkans intéressés par ces projets y voient un moyen d'évaluer la place qu'ils occupent au sein de la communauté internationale et de comprendre comment les grandes puissances les perçoivent. En conséquence, ils cherchent à se positionner par rapport à leurs voisins, à la fois politiquement – partenaire, soutien, concurrent – et économiquement par le contenu et la rapidité des accords et partenariats à établir, en termes de connexion aux réseaux et parfois d'exportation (quantités, prix, etc.). En effet, la coopération régionale, particulièrement entre les pays les moins développés économiquement (ex-Yougoslavie et Albanie), est essentielle non seulement pour eux mais aussi pour l'Union européenne (UE). L'intégration des réseaux au niveau régional étant présentée comme un atout supplémentaire pour pouvoir adhérer à l'UE et répondant aux orientations établies dans le Traité instituant la Communauté de l'énergie de l'UE (dont font partie l'Albanie comme le Kosovo) entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006 pour les pays balkaniques non membres.

Pour Tirana, 2010 peut être considérée comme l'année des concrétisations. Une série de rencontres et d'accords ont délivré aux Albanais un aperçu de ce que sera leur avenir. Le pays fait l'objet de l'attention des pays voisins pour des raisons diverses, liées à des partenariats considérés comme stratégiques (Kosovo), aux perspectives de débouchés (Serbie) ou encore aux normes européennes ou de politique intérieure (Italie). Les déclarations officielles, à Tirana, montrent que l'Albanie semble s'inscrire dans un discours politique du « malgré le Kosovo... », quand il s'agit de qualifier les relations potentielles en matière énergétique, tant avec la Serbie qu'avec la Fédération de Russie, cette dernière représentant un partenaire incontournable dans ce secteur. En fait, l'Albanie n'a pas les moyens de jouer un rôle proactif et reste tributaire, dans les Balkans, de la volonté et des actions des grandes puissances. Bien que le secteur énergétique soit justement, du point de vue des investisseurs étrangers, le plus porteur dans le pays.

L'Albanie ne fait pas partie des deux principaux projets gaziers, *Nabucco* et *South Stream*, ce dont se désolent les responsables albanais du secteur. Dans les termes de Shkëlqim Bozgo, membre du conseil des commissaires à l'Office de régulation de l'énergie (*Enti Rregullator i Energjisë*) en Albanie : « L'Albanie est membre de l'OTAN et candidate à l'adhésion à l'UE, elle est un facteur de paix dans la région, son développement économique progresse régulièrement et elle offre des possibilités de

1. Collaborateur scientifique à l'Université Libre de Bruxelles, Correspondant de Confluences Méditerranée (L'Harmattan).

stockage souterrain, il n'y a pas donc pas de raison d'opter pour des routes dont le coût plus élevé sera supporté par les contribuables de l'UE alors qu'en passant par l'Albanie on atteint l'Italie par la voie la plus courte et la plus raisonnable en terme de financement »².

Or, après la déstabilisation des pays balkaniques durant les années 1990, l'Albanie a connu un retour à la réalité. C'est un isolement relatif qui apparaît. Alors qu'une option initiale de *South Stream* faisait transiter une branche du gazoduc par l'Albanie, elle a été abandonnée et c'est la « route des Balkans », plus directe et traditionnelle, par la Bulgarie et la Serbie (rien à travers le Kosovo) qui a été retenue. De même pour le retard pris par le projet de Corridor VIII, visant à faciliter les communications entre la Bulgarie, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM), l'Albanie et l'Italie ; établi lors de la seconde conférence paneuropéenne des transports en Crète au mois de mars 1994, il prévoit la construction de 960 km de routes et de 1 270 km de voies ferrées. Mais un autre projet à forte portée symbolique et stratégique avance cette année de façon décisive, c'est celui de l'autoroute Albanie-Kosovo ; une cérémonie a eu lieu le 25 avril 2010 au Kosovo en présence des deux premiers ministres pour inaugurer les travaux au Kosovo qui seront effectués par les deux sociétés *Bechtel* (américaine) et *Enka* (turque), de même qu'une cérémonie avait été organisée en Albanie le 25 juin 2009, trois jours avant les élections législatives.

Les principaux projets régionaux impliquant l'Albanie sont le gazoduc *Trans-Adriatique* (TAP) et l'oléoduc *AMBO* (Albanie-Macédoine-Bulgarie), auxquels s'ajoute le gazoduc *Ionienne-Adriatique* (IAP). Le *Western Balkan Ring Project* – un projet connectant les pays limitrophes que sont l'Albanie, l'ARYM, le Kosovo, le Monténégro et la Serbie – n'est plus à l'ordre du jour.

Le TAP part de Grèce (Thessalonique) et rejoint l'Italie (Brindisi). Le projet, initié concrètement en 2003 est bien avancé ; il est mené par les sociétés suisse *Elektrizitäts-Gesellschaft Laufenburg AG* (EGL) et norvégienne *Statoil*, rejointes en 2010 par le groupe allemand *E.ON Ruhrgas*. En territoire albanais, le tuyau mesurera 200 km de long ; les études concernant le choix de la route ont été réalisées en 2009. La capacité initiale de 10 milliards de m³ par an pourra être doublée par la suite. Il s'agit du projet le plus important dans lequel Tirana est impliqué, mais il reste modeste comparé aux autres projets régionaux, d'autant qu'un autre projet devant relier les Balkans à l'Italie mais ne passant pas par l'Albanie, *Interconnexion Turquie-Grèce-Italie* (ITGI), est soutenu directement par l'UE³. Le 19 mai 2010, un mémorandum d'entente était signé entre le TAP et le gouvernement albanais.

2. « Natural Gas Sector and Establishment of its Regulatory Framework in Albania », présentation à la 5^e session annuelle du Forum de Crans Montana en Albanie, les 6 et 7 mai 2010.

3. L'Interconnexion Turquie-Grèce (ITG) a été inaugurée en novembre 2007. L'ensemble du projet devrait être réalisé en 2015.

Second projet majeur dans lequel l'Albanie pouvait être un partenaire stratégique, l'oléoduc *AMBO* (Albanie-Macédoine-Bulgarie), maillon essentiel du Corridor VIII et soutenu par des intérêts américains, aujourd'hui bloqué en outre à cause des résistances acharnées des défenseurs locaux de l'environnement sur le site touristique de Vlorë (Albanie). Il devait transporter le pétrole russe en évitant la Turquie, reliant Burgas au port de Vlorë lequel a l'avantage d'être un port en eau profonde, facilement accessible. Le branchement de Fier (14 km) avec raccord par train (44 km) à Vlorë (station de stockage en construction sur le terminal) devrait être cependant finalisé en 2011.

Le pays des aigles, qui a pour ambition de devenir une puissance énergétique régionale, doit renforcer ses propres réseaux sur le plan intérieur, consolider ses politiques énergétiques et à la fois développer ses relations régionales. L'organisme albanais de gestion de l'énergie, la Corporation albanaise pour l'énergie électrique (*KESH – Korporata Energetike Shqiptare*) a annoncé des profits importants grâce aux exportations lors du premier trimestre 2010 (40 millions d'euros). Autre objectif du pays, diversifier les sources d'énergie, l'hydroélectricité fournissant 92 % de l'énergie nationale dans un contexte de forte croissance de la demande qui est de l'ordre de 10 % annuellement. Selon les données du Fonds Monétaire International, l'Albanie a enregistré une croissance économique moyenne annuelle de 5,8 % entre 2002 et 2008. Dritan Prifti, ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Énergie de la République d'Albanie prévoyait une croissance entre 4 % et 5 % pour l'année 2010 contre 3 % en 2009. Les investissements en matière d'infrastructure sont donc une priorité pour améliorer les conditions de l'activité commerciale et la productivité. L'Albanie et le Kosovo doivent en outre composer avec la faible qualité de leur système de distribution et une forte augmentation de la demande. En 2009, la production albanaise était de 5,1 terawattheure (Twh) et la demande de 6,5 Twh.

En effet, ce qui est remarquable en Albanie, c'est le nombre de projet en cours. Le Premier ministre albanais, Sali Berisha, annonçait en mai 2010 que le gouvernement avait signé un projet de réalisation de 200 centrales hydroélectriques et que trente-six d'entre elles étaient déjà en cours de construction⁴. Des projets de développement dans le secteur hydroélectrique sont en cours sur les fleuves Drin et Devoll (à Vlorë, Ashta, Kalivaç, sur les rivières Vojosa, Skavica...), Le potentiel hydroélectrique n'est en effet exploité qu'à 35 %. Les champs pétroliers ont été divisés en blocs d'exploration et près de 800 millions de dollars y ont déjà été investis. L'énergie éolienne dont le potentiel serait de 11 Twh est aussi en développement : projet de parc éolien sur la péninsule de Karaburun promu par le gouvernement italien, les concessions ayant été attribuées à dix sociétés.

4. Déclaration à Tirana le 11 mai 2010 lors de la Conférence et Exposition sur les Ressources naturelles d'Albanie organisée par l'Association des Investisseurs Étrangers en Albanie.

L'Albanie a également décidé en 2010 d'établir une Agence nationale du nucléaire. L'idée avait été émise par Sali Berisha pendant l'hiver 2007, alors que le pays connaissait de nombreuses coupures de courant.

Il faut encore rappeler que si l'Albanie et le Kosovo étaient avant les années 1990 des terres d'extraction de minerais, les infrastructures locales sont aujourd'hui insuffisantes, obsolètes et polluantes. Le pays était troisième producteur mondial et deuxième exportateur mondial de chrome ; le Kosovo a des réserves très importantes de lignite, exploitées par les centrales thermoélectrique Kosovo A (production lancée en 1962) et Kosovo B (première unité en 1983, seconde unité l'année suivante), ce qui fait dire aux observateurs que lorsque les infrastructures seront opérationnelles, le pays pourra exporter de l'électricité. La mine de Trepča produisait 70 % de l'industrie minière de toute la Yougoslavie (plomb et zinc principalement). Les réserves de lignite sont estimées dans une fourchette allant de 11 à 15 milliards de tonnes, ce qui en fait le 5^e gisement mondial.

Face aux projets des grandes puissances et aux intérêts des pays limitrophes (Turquie, Italie, Bulgarie, etc.), les pays balkaniques les plus pauvres sont conscients de leurs faiblesses. Le 31 mai 2010, le ministre de l'Énergie et des Mines de Serbie, Petar Škundrić, a rencontré à Tirana Sali Berisha et Dritan Prifti. La visite avait pour but de fixer les premières étapes d'une coopération économique – préparation d'un mémorandum – plus particulièrement dans le domaine énergétique. La Serbie qui n'a pas de frontière commune avec l'Albanie ni d'accès à la mer s'appuie sur sa participation au projet *South Stream* (décembre 2008) – avantage psychologique – et souhaite exporter du gaz. Ce rapprochement renvoyant à des schémas connus puisque dans les années 1970 la Yougoslavie était le premier partenaire commercial de l'Albanie. Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont notablement intensifiés depuis trois ans.

En outre, ce déplacement d'officiels serbes de haut rang en Albanie traduit probablement une volonté de conclure rapidement des accords d'autant plus significatifs que du point de vue de la Serbie le dossier énergétique comporte une certaine charge symbolique : référence à des événements déjà anciens mais majeurs comme la grève des mineurs de Trepča au Kosovo en 1989, ou celle des mineurs de Kolubara en 2000 avant le renversement de Slobodan Milosevic. S'entendre dans ce domaine où les enjeux sont décisifs montre que les uns et les autres sont capables de dépasser les symboles et les clichés de l'imaginaire collectif pour établir des relations économiques à caractère stratégique dès lors que des entreprises serbes sont présentes tant au Kosovo qu'en Albanie.

Viktor Buzhala, porte-parole de la Corporation énergétique du Kosovo (*KEK – Korporata Energetike e Kosovës*), a affirmé en mars 2010 que le Kosovo importait de l'électricité auprès de firmes telles que *Swiss EFT*, et en cas d'urgence la serbe *Rudnap*. Les relations avec des entreprises serbes restent fortes puisque les dirigeants de *Swiss EFT* sont serbes et que la société a trois sièges : Royaume-Uni, Suisse, Serbie ;

elle est selon son rapport d'activité pour 2007-2008 le premier fournisseur de la *KESH* albanaise et fournissait aussi 51 % de l'électricité importée en Grèce en 2007. *Rudnap Group A.D.* a également obtenu en 2007 une licence d'approvisionnement et de vente d'électricité au Kosovo renouvelée en 2009. Le fait que le porte-parole de la *KEK* ait choisi de citer ces entreprises apparaît assez significatif puisque *Swiss EFT* et *Rudnap* figurent parmi les sociétés qui commercialisent l'électricité albanaise à l'exportation.

Du point de vue albanais, la coopération avec la Serbie marque une étape importante dans la coopération régionale. Elle pourra en un deuxième temps faciliter l'intégration énergétique du Kosovo avec l'Albanie et ensuite de toute la région.

Au Kosovo, la situation est particulièrement difficile en raison du retard qu'a pris le développement économique et de la situation politique sur le plan international. Compte tenu des richesses du sous-sol, on peut penser que la République pourra devenir dans une étape ultérieure exportateur net d'énergie électrique. Des politiques énergétiques qui figurent dans le Projet d'assistance technique pour le secteur de l'énergie au Kosovo. En termes d'investissements – 3,5 milliards d'euros – apparaît en première ligne *Kosova ë Re* (Nouveau Kosovo), une centrale au charbon qui commencera avec une production de 600 mégawatts et pourra aller jusqu'à 1000 ; sur les six consortiums concurrents au mois de mars 2010 quatre ont été retenus en tant que première sélection : *Adani /PT Adani Global* (Inde et Indonésie) ; *AES Electric LTD/Demir Export SA* (États-Unis et Turquie) ; *Park Holding* (Turquie) ; *PPC/Contour Global LLP* (Grèce, Grande-Bretagne et États-Unis) ; le projet – développement des mines de lignite de Sibovc couplé à l'érection de la nouvelle centrale thermoélectrique – se réalisera en deux phases : *Kosova ë Re* devra à long terme remplacer Kosovo A et sans doute aussi Kosovo B, même si la réhabilitation de Kosovo B est actuellement à l'ordre du jour.

Au Kosovo, c'est aussi la diversification énergétique qui est une préoccupation majeure. Le ministère de l'Énergie a élaboré un programme de construction en licence de seize micro-centrales hydroélectriques pour un total de 63 MW à construire. La centrale hydroélectrique de Zhur (au sud-ouest de Prizren) dont la première étude de faisabilité fut conduite en 1988 est sans doute le meilleur exemple de cette diversification ; un appel d'offres au 25 août 2010 a été lancé pour le financement, la construction et la gestion sur 40 ans ; c'est le Drin blanc (*Drini i Bradh*) qui alimentera la centrale dont la capacité est estimée à 305 MW ; l'investissement prévu est de 300 millions d'euros.

Afin de garantir la stabilité de leur réseau de production électrique, l'Albanie et le Kosovo vont réunir leurs efforts, la première disposant d'une production générée presque exclusivement par des installations hydroélectriques, tandis que le Kosovo exploite dans les mêmes proportions le lignite, un charbon dont l'extraction est particulièrement polluante. Il y a en outre un accord d'échange d'électricité entre les deux pays qui a été renouvelé le 3 mai 2010. Est prévue entre l'Albanie et le Kosovo une ligne d'interconnexion 400 kilovolts (kV) de 238 km, financée par la

Kreditanstalt für Wiederaufbau (Kfw). Les deux pays ont en commun des installations vieillissantes requérant des investissements très importants. Cette coopération s'inscrit également au plan logistique dès lors que le Kosovo n'a pas d'accès à la mer et que les autorités kosovares souhaitent pouvoir utiliser le port albanais de Shëngjin au nord-ouest du pays.

Dans le cas du Kosovo comme pour les autres pays balkaniques, la coopération régionale est primordiale. Il a établi des accords en matière énergétique avec des États qui l'ont reconnu : l'Albanie, mais aussi l'ARYM. Le 5 juillet 2010 à Skopje un mémorandum d'intention de coopération a été signé par Justina Shiroka-Pula, ministre de l'Énergie et des Mines du Kosovo et Fatmir Besimi, ministre de l'Économie de l'ARYM.

Pour ce qui est de l'Albanie, deux angles sont incontournables : la Fédération de Russie et l'Italie. Les enjeux énergétiques amènent en effet l'ensemble des pays de la région à entretenir des relations contractuelles plus ou moins étroites avec des entreprises russes et/ou l'État russe. Dans cette perspective, l'Albanie est sans aucun doute l'un des pays les moins pourvus. La position de la Fédération de Russie à propos du Kosovo et le faible intérêt stratégique du « pays des aigles » sont ici deux facteurs d'explication. Début juillet 2010, alors que des officiels russes étaient à Skopje, l'Albanie s'est peut-être rendu compte plus que jamais qu'elle ne pouvait rester isolée à cet égard. Et ce d'autant plus qu'elle a pour ambition de peser régionalement, en premier lieu vis-à-vis du Kosovo qui pourrait bénéficier d'accords russo-albanais éventuels, les deux pays étant les seuls dans la région à ne pas avoir passé d'accords sur le gaz naturel avec Moscou. Comme le déclarait Konstantin Dimitrov, responsable du Centre macédonien pour l'énergie, fin juin 2010 à propos du raccordement du pays (approuvée le 1^{er} octobre 2010 par *Gazprom*) avec *South Stream*: « La question reste ouverte de savoir si cette bretelle du gazoduc sera conçue en fonction des seuls besoins énergétiques de la Macédoine ou si elle aura un prolongement en Albanie et au Kosovo, auquel cas sa capacité serait doublée »⁵.

L'Albanie a fait savoir début juin 2010 par le biais de son ambassadeur à Moscou, Sokol Gjoka, qu'elle souhaitait établir des relations économiques plus étroites avec la Fédération de Russie et ce particulièrement dans le secteur énergétique. On a également rappelé que les échanges commerciaux entre les deux pays s'étaient élevés en 2009 à 200 millions de dollars, soit 70 % de moins qu'en 2008. Cette baisse traduit, outre les effets de la crise financière, la fragilité des relations économiques entre les deux pays, même s'il y avait eu une progression constante des échanges jusqu'en 2008 (+30 % en 2007). Le « pays des aigles » subissant probablement encore aujourd'hui en partie l'héritage de l'isolement graduel voulu par ses dirigeants pendant la Guerre froide. Les relations avec l'URSS s'étaient interrompues en 1961.

Les relations économiques du Kosovo avec la Fédération de Russie qui ne le re-

5. « La Macédoine doit choisir : South Stream et la Russie, ou Nabucco et l'UE ? », *Le Courrier des Balkans*, en ligne le 1^{er} juillet 2010, <www.balkans.courriers.info/article15483.html>.

connaît pas en tant qu'État indépendant sont à peu près inexistantes. Pour la Serbie qui a une histoire commune très ancienne avec le Kosovo la non reconnaissance n'empêche pas d'entretenir des liens avec ce territoire dans le domaine énergétique. Le dossier « reconnaissance du Kosovo » semble être utilisé de diverses manières par chacun des acteurs – Albanie, Fédération de Russie, Kosovo, Serbie – dans les accords signés en cette matière. Ce que soulignait l'ex-ministre des Affaires étrangères de l'ARYM, Slobodan Casule, à propos de son pays semblant s'appliquer aussi à l'Albanie : « La question de savoir si des petits pays des Balkans comme la Macédoine peuvent rejoindre *South Stream* est du point de vue russe d'ordre plus politique qu'économique »⁶.

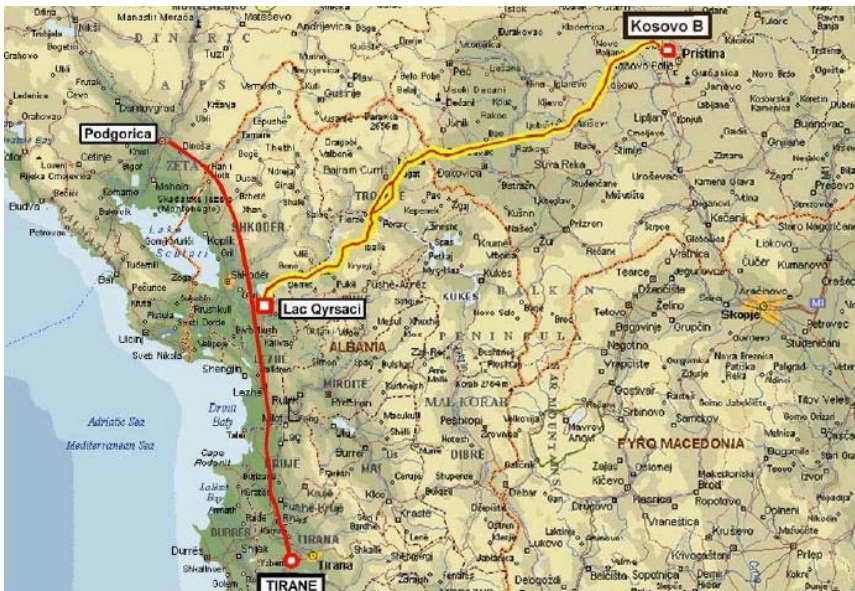
L'Italie est un partenaire privilégié tant dans le projet russe *South Stream* que dans les projets *TAP* et *ITGI* visant à réduire la dépendance des pays de l'UE vis-à-vis de la Fédération de Russie. Elle développe aussi des liens avec l'Albanie parce qu'elle a besoin de ce pays pour se mettre en conformité avec la législation européenne imposant de produire de l'énergie plus propre. L'Albanie devrait devenir pourvoyeur d'énergie d'une Italie dont la production énergétique est particulièrement polluante. La seconde s'est ainsi engagée dans une série de projets. Elle contribue à la construction d'un parc éolien à Vlorë, d'un centre de biomasse à Lezhë, d'un parc énergétique conçu par *Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (ENEL)* sur le site de Porto Romano près de Durrës. La compagnie *Petrolifera* est en charge de la construction de la centrale thermique et des terminaux pétroliers de la baie de Vlorë. Il en va de même pour l'énergie nucléaire : au lieu de construire une centrale nucléaire dans les Pouilles (Sud-Est de l'Italie), c'est sans doute l'Albanie qui abritera celle-ci et fournira en énergie l'Italie.

Une liste de projets non exhaustive qui témoigne à la fois du dynamisme albanais dans le secteur énergétique, mais aussi de la disponibilité à accueillir à moyen terme un ensemble d'infrastructures neuves qui permettront au pays d'acquérir un savoir-faire et de devenir plus performant tout en recevant les investissements d'entreprises de pays membres de l'UE. Même si l'Albanie peut apparaître en partie aujourd'hui comme « à disposition » de l'Italie, elle n'a tout simplement pas les moyens de refuser les initiatives de son premier partenaire commercial.

L'Albanie, malgré sa croissance économique et la stabilité politique éprouvée pendant la décennie 2000, reste donc fortement tributaire, en ce qui concerne les projets énergétiques régionaux cruciaux, des grandes puissances régionales et périphériques. Toute la question est de savoir si elle élaborera de ce fait une politique énergétique claire et déterminante qui bénéficiera aux Albanais.

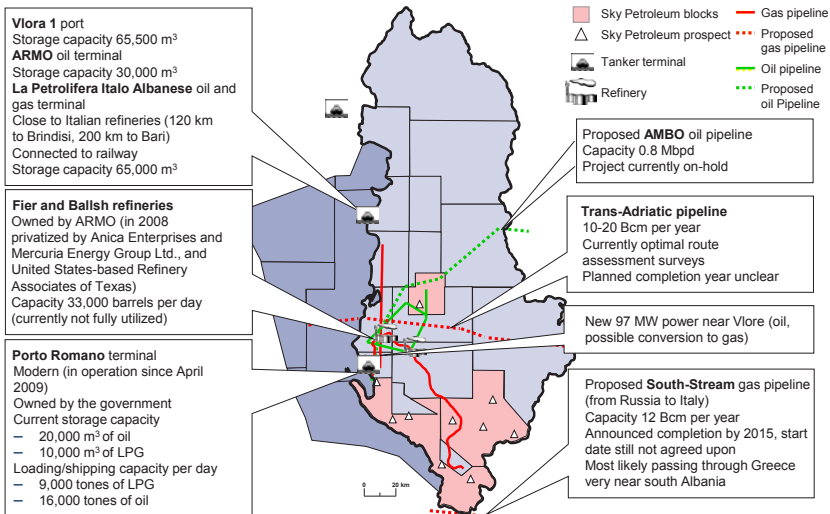
6. *Ibid.*

400 kV TRANSMISSION LINE ALBANIA-KOSOVO



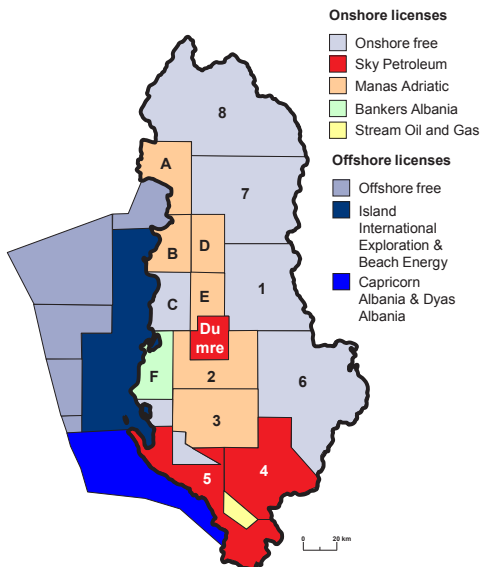
SOURCE : <WWW.ENERGY-COMMUNITY.ORG/PLS/PORTAL/DOCS/36342.PDF>

INFRASTRUCTURES GAZIÈRES EN ALBANIE



SOURCE : AKBN, ENERGY COMMUNITY; COMPANY WEBSITES, PRESS SEARCH, SEPTEMBER 2010

RÉPARTITION DES BLOCS EN ALBANIE



SOURCE : AKBN, SKY PETROLEUM, SEPTEMBRE 2010

TRANS-ADRIATIC-PIPELINE (TAP)



[HTTP://WWW.TRANS-ADRIATIC-PIPELINE.COM/TAP-PROJECT/CONCEPT-2_.HTML](http://www.trans-adriatic-pipeline.com/tap-project/concept-2_.html)